RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Compte-rendu du Comité ONG du 22 mars 2022

18 nouveaux projets d'ONG financés par l'AFD

L'AFD accorde près de 18 millions d'euros de subventions aux OSC françaises et à leurs partenaires locaux de la société civile.

Le Comité ONG de l'AFD du 22 mars 2022 a validé l'attribution de 17,9 millions d'euros de subventions (17 934 628 € €) pour la mise en œuvre de 18 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 30 millions (30 828 594€).

Les 12 projets terrain apporteront des solutions concrètes en matière d'accès aux droits, d'égalité entre les sexes, de prévention de la transmission mère-enfant du VIH, de protection de la jeunesse, d'accès à l'eau potable, d'adaptation aux changements climatiques ou de préservation de la biodiversité.
6 nouveaux projets d'intérêt général permettront également de développer des actions d'éducation à la citoyenneté, notamment aux enjeux climatiques et migratoires en France, et de structuration du milieu associatif.

PROJETS DE TERRAIN

OPALS
Améliorer la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant au Togo.

Le projet vise à améliorer la prévention de la transmission mère-enfant du VIH dans le district des Lacs au Togo, (i) en renforçant la mobilisation et les capacités communautaires en matière de santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) et prévention de la transmission mère-enfant (PTME), (ii) en offrant des soins de qualité via le renforcement de compétences en matière de prise en charge du VIH/SIDA, et (iii) en améliorant l'implication des conjoints dans la santé familiale.
L'OSC *OPALS* met en œuvre ce projet d'appui communautaire sur demande du Ministère de la Santé du Togo et dispose d'une délégation de tâches en matière de prise en charge du VIH de la part du « Programme National de Lutte contre le Sida ».
Le projet bénéficie aux 24 centres de santé publics du district des Lacs, dans la Région Maritime du Togo et touche près de 25 000 femmes enceintes et leurs conjoints, près de 47 000 enfants, ainsi que 90 personnels de santé et 60 agents de santé communautaires (30 femmes et 30 hommes, regroupés au sein d'associations locales).

Le budget total de ce projet est de 600 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 50% du montant total du projet

CIDR PAMIGA
Une plateforme digitale pour renforcer l'inclusion des femmes dans les chaînes de valeur agricoles en Côte d'Ivoire

Le projet « DigiFemmes » vise à améliorer les revenus, la compétitivité et la résilience des femmes productrices et travailleuses de la chaîne de valeur de la noix de cajou et d'au moins une autre chaine de valeur agricole en Côte d'Ivoire, en facilitant leur accès à une plateforme digitale. Cette plateforme « Wi-Agri », créée en 2021 par le CIDR PAMIGA avec deux partenaires, fournit à ses utilisateurs des services d'accès aux marchés, à l'emploi, des services financiers, d'information et de conseil.

Le projet s'attaque ainsi aux difficultés liées au genre qui limitent l'inclusion des femmes dans les plateformes digitales agricoles. Avec cette approche, c'est une meilleure intégration dans le marché, une amélioration de leur productivité, un accompagnement entrepreneurial et une meilleure inclusion financière et sociale qui sont recherchés.
Le projet va former les productrices et travailleuses agricoles au digital et à l'utilisation des services de la plateforme, appuyer les coopératives et groupements de femmes et développer sur la plateforme des services répondant spécifiquement aux besoins des femmes.
Il est porté par le CIDR PAMIGA et mis en œuvre avec Empow'her Côte d'ivoire, sur le volet de renforcement de capacités des femmes, et l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés de Côte d'Ivoire (APSFD-CI) sur le volet de diffusion des outils et des leçons tirées du projet.

Le budget total de ce projet est de 974 807 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 550 000 euros, soit 56% du montant total du projet

FERT
Renforcer les organisations de producteurs au service des agriculteurs et des territoires ruraux en Tunisie, au Maroc et en Algérie - phase n° 2

Le projet OPSAT « Les Organisations de Producteurs au Service des Agriculteurs et des Territoires ruraux » porte principalement sur les filières apicole, arboricole et ovine, avec une attention particulière portée à la promotion d'associations agriculture-élevage et de réintroduction de variétés locales. Il vise à soutenir les agriculteur.trice.s dans leur développement via :

- le développement de services agricoles,
- l'accompagnement des agriculteur.trice.s et de leurs organisations professionnelles,
- l'implication progressive des jeunes au sein des organisations de producteur.trice.s afin de renforcer leur gouvernance et de contribuer à la revitalisation de territoires ruraux marginalisés.

Le projet bénéficie directement à 1 700 producteurs.trices, dont 5% de femmes et 53% de jeunes. Cinq dispositifs de formation et de conseil seront mis en place, reposant sur 11 conseiller.ère.s, 49 agriculteur.trice.s relais et 18 organisations de producteurs (communales, régionales et nationale).

Le budget total de ce projet est de 1 600 000 *euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à* 950 000 *euros, soit 59 % du montant total du projet.*

WWF FRANCE
Réduire la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes au changement climatique et à la perte de biodiversité à Madagascar, au Maroc et en Tunisie

Le projet *Résilience* vise à améliorer la résilience des territoires et à réduire la vulnérabilité des communautés et des écosystèmes en soutenant des associations et des communautés locales à mettre en œuvre :

- Des solutions d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes et mises en œuvre par la société civile et les communautés en Afrique du Nord (Maroc et Tunisie) ;
- Un modèle énergétique durable à Madagascar via le déploiement et la pérennisation de l'accès aux énergies renouvelables dans des villages non connectés aux réseaux d'électricité, pour permettre aux communautés de développer des activités réduisant la pression sur les écosystèmes.

Le programme inclut le soutien d'initiatives de terrain (des solutions fondées sur la nature, des activités génératrices de revenus par les communautés), des activités de renforcement de capacités et de sensibilisation des acteurs locaux (associations, communautés locales, acteurs des villes), la production de capitalisation et la valorisation des activités menées ainsi que des actions de plaidoyer aux échelles territoriale et nationale afin d'étendre les activités menées et d'influencer les politiques publiques en faveur de la résilience des territoires.

Le budget total de ce projet est de 2 308 967 €. *La subvention accordée par l'AFD s'élève à* 1499 628 *euros, soit 65% du montant total du projet.*

1001 FONTAINES POUR DEMAIN
Etablir un modèle d'accès à l'eau potable pérenne et déployable à grande échelle au Myanmar.

Dans un pays où plus de 70% de la population rurale est privé d'accès à l'eau potable, l'OSC 1001 fontaines apporte une solution innovante et déploie avec ce projet un modèle de gestion d'entrepreneuriat social communautaire d'accès à l'eau de boisson potable en bouteille dans la région de Magway (Dry Zone) au Myanmar.
Après une phase pilote de deux ans, avec l'installation des premiers sites de production d'eau potable, ce projet déploiera une structure d'entrepreneuriat social permettant aux populations locales de produire, de façon autonome et durable, une eau de boisson potable accessible au plus grand nombre. Pour ce faire, le projet prévoit :

- La construction d'une dizaine de « Kiosks » à eau potable dans les 15 communes de la région de Magway ;
- La création d'une plateforme de support qui a pour vocation d'assurer la maintenance, la gouvernance et le pilotage des infrastructures des « Kiosks à eau » ;
- La création d'une structure locale d'entrepreneuriat social, viable et pérenne au service de la communauté des 15 communes ciblées.

Le projet permettra ainsi à 45 000 personnes, dont 15 000 enfants, d'accéder durablement à une eau de boisson potable, Une quarantaine de membres des communautés locales bénéficieront d'un emploi avec un revenu stable et pérenne. Les compétences du partenaire local NAG seront renforcés pour prendre à terme la gouvernance de la structure d'entrepreneuriat sociale.

Le budget total de ce projet est de 1 218 498 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 670 000 euros, soit 55% du montant total du projet.

AMREF - FRANCE
Donner aux jeunes les moyens de promouvoir leur propre développement économique, civique et social en Ethiopie

Le projet Kefeta (qui signifie « élever » en amharique) vise à améliorer les droits des jeunes en milieu urbain en Ethiopie. Le projet va renforcer le leadership et les capacités de plaidoyer des jeunes. Des coalitions des jeunes seront mises en place et soutenues par un réseau d'organisations de la société civile locale et internationale. Le projet veut également permettre aux jeunes d'accéder à des opportunités économiques, en favorisant leur employabilité et la création de leurs entreprises mais aussi en modifiant les perceptions au profit des nouvelles générations. Enfin, le projet contribuera à améliorer l'accès des jeunes à la santé. Des centres de santé seront appuyés et d'autres sites seront créés pour la délivrance de soins adaptés aux jeunes.
Les jeunes, particulièrement les jeunes femmes et les jeunes marginalisés, seront au centre de ce projet. Kefeta bénéficiera à au moins 500 000 jeunes dans deux villes d'Addis Abeba et de Debre Birhan, en renforçant leur engagement, leur capacité de plaidoyer, en les reliant à des opportunités universitaires et économiques et en améliorant leur accès à des services (de formation et de santé) qui leur sont adaptés.

Le budget total de ce projet est de 1 700 206 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 000 000 euros, soit 59% du montant total du projet

CULTURE ET DEVELOPPEMENT
Libérer le potentiel de la jeunesse de Yopougon par sa créativité en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso – phase 2

Ce projet vise à i) faciliter l'accès à la création et aux savoirs numériques pour des personnes défavorisées, ii) à accompagner l'innovation locale et à développer l'esprit d'entreprise et iii) à leur permettre de participer à la vie communautaire du quartier.
L'objectif de ce projet est ainsi de promouvoir le développement économique, culturel et social des quartiers populaires du district d'Abidjan en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso au travers d'un tiers-lieu inclusif, dédié au développement de l'initiative locale hightech et lowtech axée autour de 3 domaines clés (culture et ICC, numérique et protection de l'environnement, métiers verts).

Dans cette seconde phase, le projet vise, en Côte d'Ivoire, à la mobilisation d'un Fablab mobile, la construction d'un équipement dédié doté d'un Fablab, repair café, espaces de vie (co-working, cafétéria, salles polyvalentes) ainsi que des espaces verts (jardin potager partagés, parcelle d'agriculture urbaine). Il permettra également d'accompagner l'émergence de nouvelles filières liées notamment aux filières des industries culturelles et créatives (ICC), du numérique de l'artisanat ou de l'agriculture urbaine et la pharmacopée dans un souci de promotion du développement durable. Au Burkina Faso, un Fablab mobile sera réalisé à Ouagadougou avec une priorité donnée aux quartiers périphériques. Une antenne du projet sera amorcée à Bobo Dioulasso.

Le budget total de ce projet est de 1 538 061 € et la subvention accordée à l'AFD est de 420 000€ soit 27% du montant total du projet.

GRET
Améliorer la résilience des ménages ruraux des régions de Sagaing et du Delta, au Myanmar

Dans un contexte birman marqué par la multiplication des crises (politique, climatique, sécuritaire, sanitaire, économique, alimentaire), le projet RESAD vise à renforcer la résilience des ménages ruraux des régions de Sagaing et du Delta au Myanmar.

Ce nouveau projet s'attache à conforter la pérennité des institutions de microfinance et des organisations paysannes qui participent à l'autonomie des ménages ruraux, spécifiquement en période de crise économique ou les niveaux de surendettements des agriculteurs.rices ne cessent d'augmenter.
Le projet RESAD articule ses activités autour du renforcement de l'autonomie :

- Financière des ménages ruraux via l'accès à des services de micro- finances adaptés.
- Technique et alimentaires des ménages ruraux par la transition agro-écologique via la relance de l'activité agricole dans les régions ciblées.

Il s'agit ainsi de renforcer l'ensemble des dispositifs des deux institutions de microfinances existantes et d'en assurer leur pérennité afin qu'elles-mêmes offrent leurs services locaux auprès d'au moins 29 000 ménages ruraux directement bénéficiaires et à plus de 400 Organisations Paysannes (dont 13 coopératives agricoles et 23 coopératives de crédit).

Le budget total de ce projet est de 1 197 885 €. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 700 000 euros, soit près de 59% du montant total du projet.

AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS HUMAINS (AGIR ENSEMBLE)
Développer et favoriser les initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique centrale – phase 3

Le projet DEFI initié en 2014 vise à renforcer des organisations de taille modeste ou émergentes qui agissent en premier ligne dans la lutte contre les violations des droits humains dans 4 pays d'Afrique centrale (Gabon, Cameroun, République du Congo, République Démocratique du Congo).
Cette troisième phase permettra de poursuivre cet accompagnement et le renforcement structurel des organisations de défense des droits humains (ODDH), tout en y apportant des inflexions liées à leurs besoins et aux leçons tirées des phases précédentes : i) un recentrage thématique autour des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, ii) une conduite du projet désormais en consortium avec l'ONG Initiative et Développement, et iii) le franchissement d'un palier avec la formalisation d'un réseau pour les ODDH d'Afrique centrale.

L'objectif est d'obtenir un changement des pratiques des autorités et des populations vis à vis des femmes et des minorités sexuelles de genre. Pour cela, AEDH et ses partenaires agiront sur 3 niveaux : l'appui des projets des ODDH, le renforcement de leur compétence, et l'accompagnement de leur plaidoyer et travail en réseau.
Au-delà des 8 ODDH prioritairement concernées par le projet, 13 ODDH ont vocation à rejoindre le réseau DEFI. Les femmes et les minorités sexuelles et de genre sont les premières personnes bénéficiaires du projet. Ainsi, près de 1500 femmes et personnes s'identifiant aux minorités sexuelles et /ou de genre sont visées directement par le projet.

Le budget total de ce projet est de 666 775 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 420 000 euros, soit 62 % du montant total du projet.

AVOCATS SANS FRONTIERES
Renforcer la défense et la protection des personnes en détention en Haïti

80 % des personnes emprisonnées en Haïti sont détenues sans avoir été jugées et les conditions de détention sont effroyables. Le projet « implication et participation des acteurs pour la

protection des droits des personnes privées de liberté » a pour objectif la défense et la protection des personnes en détention dans les prisons haïtiennes.
Porté par Avocats sans frontières France, il sera décliné sur le terrain par un partenaire local haïtien, le CASLDH (Collectif d'avocats spécialisés en litiges stratégiques des droits humains).
Les activités visent à :

- Former les avocats membres du CASLDH, et les membres des OSC haïtiennes et défenseurs des droits humains et les acteurs de la chaîne pénale (magistrats, policiers, gardiens…) ;
- Prendre en charge et assister juridiquement des personnes privées de liberté ;
- Sensibiliser les acteurs de la société civile et le grand public haïtien ;
- Mener un plaidoyer sur les droits des personnes détenues auprès de tous les acteurs décisionnaires.

Le projet touchera 180 défenseurs des droits (avocats, militants et cadres d'OSC, étudiants en droit, journalistes…), 90 acteurs de la chaîne pénale (magistrats, agents pénitentiaires, policiers…), et 74 détenus (dont 25 femmes) dont les cas seront pris en charge par les avocats du CASLDH, les citoyens et justiciables touchés par les actions de sensibilisation (10 500 personnes visées).

Le budget total de ce projet est de 780 570 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 390 000 euros, soit 50 % du montant total du projet.

GRDR
Renforcer la gouvernance concertée du littoral ouest africain – Sénégal, Guinée Bissau, Guinée – phase n°3

La troisième phase de ce programme s'inscrit dans la continuité de l'intervention du Grdr et de ses partenaires dans les régions du littoral ouest-africain (régions de Ziguinchor et de Sédhiou au Sénégal ; régions de Cacheu et Oio en Guinée Bissau ; région de et Boké en Guinée).
Le programme repose sur l'hypothèse que l'exploitation économique des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité sont conciliables. Il poursuit deux objectifs :

- Renforcer la résilience climatique, économique et sociale dans dix territoires pilotes grâce à des initiatives de développement durables concertées répondant aux besoins des citoyens ;
- Renforcer les partenaires et les parties prenantes des territoires dans leurs connaissances et leur capacité à mobiliser les citoyens et à agir autour des enjeux abordés par le programme.

Le programme s'articule autour de quatre résultats attendus : la consolidation de dispositifs de gouvernance territoriale et de maîtrise d'ouvrage locale répondant aux attentes des citoyens ; le soutien à des initiatives favorables à l'émergence ou au renforcement de filières économiques en capacité d'alimenter durablement les marchés locaux, transfrontaliers et internationaux dans le respect du renouvellement des ressources naturelles ; le partage des connaissances issues du programme avec les habitants des territoires ciblés, notamment les jeunes ; la mesure de l'impact du programme et sa mise en perspective aux niveaux national, sous-régional et international.

Le budget total de ce projet est de 3 100 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 2 000 000 euros, soit 65 % du montant total du projet.

POUR LE SOURIRE D'UN ENFANT
Développer une méthode inédite en matière de justice juvénile pour favoriser la protection et l'autonomisation des jeunes au Sénégal : le projet Escrime et justice réparatrice

Les jeunes en contact avec les systèmes judiciaires - victimes, témoins, auteurs - sont les plus exposé-e-s à la violation de leurs droits. Leur accès à des systèmes de justice non discriminatoires est un défi auquel entendent répondre l'association Pour le Sourire d'un Enfant et ses partenaires, institutionnels et de la société civile, du Sénégal.

Pour relever ce défi, le projet mobilise une méthode psychothérapeutique inédite - la méthode Escrime et justice réparatrice - concrétisation d'une expérience de plus de 30 ans en matière de justice juvénile.
Les objectifs sont de promouvoir des alternatives à la rue et à la détention et de rompre avec le cycle de récidive des mineur-e-s ; de renforcer les capacités éducatives des personnels pénitentiaires et des éducateur-trice-s spécialisé-e-s ; de stimuler l'expression artistique des jeunes sur les questions liées à l'égalité entre les sexes.
L'installation d'une académie Escrime et Justice réparatrice favorisera un déploiement à l'échelle internationale, et particulièrement sur le continent africain.

Le budget total de ce projet est de 540 690 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 250 000 euros, soit 46 % du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

LA CIMADE
Sensibiliser les citoyens aux enjeux migratoires - phase 3

Le projet est la 3ème phase d'un programme qui vise à fournir un accompagnement pédagogique des actions de sensibilisation menées par la Cimade autour du Festival Migrant'Scène. Créé en 2006, Migrant'Scène cherche à sensibiliser les citoyens sur les réalités des phénomènes migratoires, au travers d'événements et d'animations (expositions, spectacles, projections-débats, conférences, animations pédagogiques…)

Ce projet fournit des outils et des services pour alimenter, structurer, renforcer, améliorer ces actions, mais aussi capitaliser et diffuser auprès d'autres acteurs et publics de l'éducation à la citoyenneté. Les activités sont regroupées en 3 objectifs :

- La formation et à la mise à disposition d'outils pédagogiques pour les équipes et bénévoles de la Cimade ;
- La diffusion de ces supports pédagogiques, s'appuyant principalement sur les outils numériques ;
- La construction d'outils et d'actions d'éducation destinés à trois types de publics : les scolaires 6-12 ans, les jeunes en milieu rural, les travailleurs sociaux.

Le projet vise à la fois les 400 bénévoles et salariés de la Cimade, qui mettent en œuvre les activités de sensibilisation auprès du public ; et en externe, l'ensemble des publics touchés par les outils et actions de sensibilisation (écoliers, jeunes en milieu rural, travailleurs sociaux, animateurs et membres des associations d'ECSI, enseignants, et public assistant aux divers événements du Festival Migrant Scene, soit 50 000 personnes environ).

Le budget total de ce projet est de 747 156 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 390 000 euros, soit 52 % du montant total du projet.

FRIENDSHIP FRANCE

Coopérer entre écoles bangladaises et collèges et lycées français : un numérique responsable au service de la transition environnementale – Bangladesh, France

Ce projet à la croisée des problématiques d'éducation à la solidarité internationale, jeunesse et climat porte sur l'éducation aux questions climatiques. Il vise à encourager les jeunes (13-24 ans) à devenir des acteurs et des ambassadeurs de la lutte contre le dérèglement climatique, grâce à la mise en relation de lycéens français avec des collégiens bangladais à travers une plateforme d'échanges.
Il inclue également des actions de médiatisation et de sensibilisation des décideurs politiques à l'existence de solutions innovantes d'adaptation, telles que le Bangladesh a pu en développer du fait de sa situation particulièrement sensible au changement climatique.

Le budget total de ce projet est de 538 990 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 300 000 euros, soit 56 % du montant total du projet.

CIRRMA (CONFERENCE INTERREGIONALE DES RESEAUX REGIONAUX MULTI-ACTEURS DE LA COOPERATION ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE)

Renforcer l'éducation à une citoyenneté internationale par une approche locale – phase 2

Le projet RECITAL ODD a pour objectif de renforcer l'engagement pour les Objectifs de développement durable (ODD) des acteurs des territoires, en leur proposant des formations collectives et un accompagnement individualisé, en déployant des fonds territoriaux pour cofinancer des initiatives locales, pour tous types de publics, de sensibilisation aux ODD, en animant des temps de rencontre et d'échanges, en consolidant la fonction d'observatoire des réseaux pour une meilleure visibilité des acteurs et des initiatives engagés localement pour les ODD.
Il est mis en œuvre par les onze réseaux régionaux multi-acteurs de la coopération et de la solidarité internationales (RRMA) de métropole et d'outremer, ainsi que par le réseau départemental des Yvelines, sous la coordination de leur structure faitière, la CIRRMA.

En trois ans, le programme prévoit de reverser plus de 1 600 000 € aux acteurs locaux pour leurs projets en faveur des ODD, de soutenir financièrement et techniquement au moins 750 structures locales, d'impliquer 12 000 élèves dans des animations en milieu scolaire, de former plus de 1000 professionnels associatifs, éducatifs et animateurs, et de permettre 1500 participations de salariés et bénévoles associatifs à des temps d'échange et de rencontre.

Le budget total de ce projet est de 6 183 290 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 3 800 000 euros, soit 61% du montant total du projet.

CRID

Mobiliser les sociétés civiles pour les droits humains et le développement avec le Festival des Solidarités : l'ECSI en commun, du local à l'international

Créé par le CRID en 1998 sous la dénomination de « Semaine de la solidarité internationale » (SSI), le « Festival des Solidarités » (Festisol) a pour objectifs d'informer, sensibiliser et mobiliser le grand public à la solidarité internationale, à sa nécessité et à ses enjeux (interdépendances, droits humains, inégalités, enjeux environnementaux…), de manière pédagogique, conviviale et ludique.

Les actions sont portées par des associations, des collectifs, des collectivités locales, des établissements scolaires, des centres socio-culturels. Les animations sont diverses : expositions, débats, jeux-ateliers, interventions en milieu scolaire, formations, productions sur Internet et les réseaux sociaux, spectacles, stands et animations sur lieux publics (marchés, festivals…).

Le *Festisol* se déroule chaque année au mois de novembre sur tout le territoire national, mobilisant plus de 320 000 participants (dont 41% de jeunes), 2 600 structures, et 5 000 bénévoles. Cet événement décentralisé est très implanté dans les territoires (douze coordinations régionales, plus d'une centaine de collectifs locaux, et des partenariats multiples avec des collectivités territoriales et des établissements scolaires et socio-culturels).
Au-delà de la dimension événementielle, le Festisol est devenu un espace de structuration du milieu associatif de l'ECSI, avec des activités, sur tout le territoire et tout au long de l'année, de préparation, valorisations, formations, rencontres. La phase 2019-2021 a aussi posé de premiers jalons pour développer le Festival des Solidarités dans 12 pays d'Afrique subsaharienne francophone.
En trois ans, le projet entend poursuivre et consolider ces dynamiques, permettant chaque année de sensibiliser 330 000 à 400 000 personnes et d'accompagner 3 000 structures locales engagées dans l'ECSI et les solidarités.

Le budget total de ce projet est de 3 070 000 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 900 000 euros, soit 62% du montant total du projet.

RESEAU EUROMED FRANCE (REF)
Structurer et renforcer la société civile française indépendante engagée en Méditerranée, pour lui permettre d'être un acteur stratégique de la coopération entre les deux rives

Le Réseau Euromed France (REF) est l'un des rares réseaux européens à travailler sur la question des partenariats euro-méditerranéens. Il fédère 36 organisations françaises nationales et régionales, toutes actives en Méditerranée, de taille et de nature diverses (fédérations, associations culturelles et artistiques, citoyennes et de défense des droits de l'homme, associations de diasporas, syndicat, ONG…)
L'ambition de ce projet est de poursuivre l'appui aux OSC françaises engagées en Méditerranée et de leur permettre de jouer un rôle actif dans la promotion d'un développement fondé sur les droits, la mise en œuvre des ODD et la construction de relations pacifiées entre les deux rives. Dans cette perspective, le projet prévoit de :

- Soutenir les OSC françaises engagées en Méditerranée en favorisant leur mise en réseau et le renforcement de leur capacité d'action ;
- Continuer à produire et à diffuser des connaissances autour des enjeux méditerranéens actuels, pour permettre à la société civile de renforcer son influence sur les politiques publiques françaises et européennes en direction de la Méditerranée ;
- D'appuyer et de mettre en réseau des jeunes méditerranéens engagés avec un appui particulier aux acteurs indépendants les plus fragiles.

Le budget total de ce projet est de 1 312 699 euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 520 000 euros, soit 40 % du montant total du projet.

F3E
Améliorer l'impact social et écologique des projets des organisations de solidarité internationale : l'atelier du changement social - phase n°2

Créé en 1994, le F3E est un réseau multi-acteurs français composé de 95 membres (ONG, collectivités territoriales, réseaux, fondations, syndicats) engagés dans des projets de terrain à l'international ou dans des projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale en France.
Au travers du programme *Atelier du changement social*, le F3E propose des outils aux organisations de solidarité internationale (OSI) pour améliorer l'impact social et écologique de leurs projets. Les activités mêlent expérimentations méthodologiques, formations, études et échanges de pratiques. Ce programme s'appuie sur deux leviers complémentaires pour la qualité et l'impact des projets : l'action collective et le développement du pouvoir d'agir, en particulier auprès des femmes et minorités de genre, des personnes discriminées en raison de leur peau, de leur religion, de leur âge ou de leur santé, des victimes des bouleversements écologiques, etc.
Au terme des trois ans du projet, le F3E aura accompagné plus de 250 OSI et diffusé ses méthodes auprès de 5 000 personnes.

Le budget total de ce projet est de 2 750 000 d'euros. La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1 875 000 euros, soit 68 % du montant total du projet.